

# AMNESTY INTERNATIONAL

## DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : AMR 19/016/2008

21 novembre 2008

ÉFAI

### **Brésil. Le rapport sur les milices de Rio n'est qu'une première étape**

Amnesty International salue la présentation du rapport final de la commission d'enquête parlementaire de l'État de Rio de Janeiro sur les *milicias* (milices). Le travail de cette commission, entrepris par ses membres malgré des risques personnels très sérieux, constitue un premier pas important dans la lutte contre la multiplication alarmante des groupes de police privée qui contrôleraient désormais 170 communautés dans la ville de Rio de Janeiro.

Amnesty International exhorte les autorités à donner suite aux conclusions de ce rapport, à enquêter de manière approfondie sur les dénonciations, allant de l'extorsion de fonds à l'homicide, qui visent plus de 200 personnes – policiers, gardiens de prison, politiciens et hommes d'affaires – soupçonnées d'être impliquées dans les activités des *milicias*. Les autorités doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir afin de mettre en œuvre les recommandations formulées dans ce rapport, notamment mettre sur pied un organisme indépendant chargé d'enquêter sur les liens entre la police et le crime organisé, élaborer des infractions spécifiques concernant la formation de *milicias* et les malversations électorales dans les communautés dominées par les *milicias*, et démilitariser et désarmer les services de pompiers. Par ailleurs, l'organisation engage les autorités brésiliennes à continuer de protéger dûment les membres de la commission d'enquête, nombre d'entre eux ayant reçu des menaces de mort et d'intimidation directement liées à leur travail.

Une délégation d'Amnesty International se rendra sous peu à Rio de Janeiro afin de recevoir un exemplaire du rapport et continuera de faire pression sur les gouvernements, à l'échelon tant fédéral que national, pour qu'ils mettent en œuvre ses recommandations.

#### **Complément d'information**

Au cours des dernières années, les *milicias* – groupes de maintien de l'ordre composés de policiers, de pompiers et de soldats n'étant pas en service – se sont emparées de quelque 170 communautés, principalement dans l'ouest de la ville de Rio de Janeiro. Elles se livrent à des opérations de type maffieuses, prélevant une « *taxe de sécurité* », prenant le contrôle des entreprises locales comme les transports, le commerce de bouteilles de gaz et les connexions pirates au réseau de télévision par satellite, et recourent à la violence et à l'intimidation contre ceux qui dénoncent leurs activités illégales. Les députés d'État, liés aux *milicias*, ont bouclé les bases électorales, où les scrutins sont assurés en se livrant à des manœuvres d'intimidation et en barrant l'accès aux candidats de l'opposition. Au moins 17 fonctionnaires ont été menacés de mort par des *milicias* et des bandes criminelles, dont trois juges, sept procureurs, cinq commissaires de police et le président de la commission d'enquête parlementaire sur les *milicias*.

En juin, le Parlement de l'État de Rio de Janeiro a ouvert une enquête sur le rôle des *milicias*. Cette mesure a été prise en réaction aux informations selon lesquelles les *milicias* contrôlant la favela (bidonville) du Batan, dans l'ouest de Rio, avaient enlevé et torturé trois reporters du journal *O Dia*, ainsi qu'un habitant du Batan. L'enquête a révélé des liens profonds entre les policiers corrompus, les *milicias* et les responsables de l'État et de la municipalité. À la suite de cette enquête, plusieurs hauts dirigeants des *milicias* ont été incarcérés, dont un député d'État. Le Parlement de l'État de Rio de Janeiro devra se prononcer sur le rapport qui lui sera présenté fin novembre. Une fois approuvé, il sera transmis au gouvernement de l'État de Rio, au secrétaire de la Sécurité publique et au bureau du procureur, afin que les investigations se poursuivent.

Document public

\*\*\*\*\*

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au Royaume-Uni, au +44 20 7413 5566.  
Secrétariat international, Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni,  
[www.amnesty.org](http://www.amnesty.org).